

Résolution présentée par la délégation de

Antigua et Barbuda

Thème Les droits politiques et sociaux

Concerne La légalisation et la réglementation de la prostitution

L'Assemblée Générale,

Constatant que le tourisme, qui représente la première source de revenu de beaucoup d'îles telles que Antigua-et-Barbuda, a pour conséquence une augmentation du taux de prostitution,

Déplorant que les touristes contribuent à cette activité non réglementée, ce qui peut engendrer des excès difficilement réprimandables, puisque qu'elle n'est régie par aucune loi,

Rappelant que l'état a certes pour fonction principale de protéger ses citoyens, mais que chaque être humain est toutefois libre de disposer de son corps,

Regrettant que la prostitution ne soit pas légalisée, ce qui lui permettrait de faire l'objet d'un encadrement juridique dans les différents pays et ainsi éviter les abus,

Décide

- que tous les pays qui reconnaissent que la prostitution est susceptible de créer de l'activité économique, d'attirer des touristes accroissant ainsi le PIB, de contribuer à diminuer le chômage en fournissant une possibilité de travail même aux personnes sans diplôme ;
- de promouvoir la légalisation de la prostitution à travers le monde ;
- de réserver cette activité à des personnes majeures et consentantes ;
- d'édicter des règles encadrant cette activité afin d'éviter tout abus, garantir le respect envers les péripatéticiens/péripatéticiennes assurer leur sécurité et leur offrir un statut dans la société avec une couverture sociale et sanitaire décente.

Le texte français fait foi